

*Questions orales*

● (1425)

## LES OBSERVATIONS DE L'AMBASSADEUR COMMERCIAL

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Les médias annoncent aujourd'hui que le directeur des communications dans le cabinet du premier ministre, M. Bruce Phillips, a déclaré que le premier ministre ne demanderait pas à l'ambassadeur Reisman de rétracter les observations maladroites et malheureuses qu'il a faites la semaine dernière.

Vous vous rappellerez, monsieur le Président, que le premier ministre a dit qu'il ferait rapport à la Chambre sur cette question. Et voici que son directeur des communications fait une déclaration à cet égard.

Comme il est parfaitement clair que M. Reisman a dit que ceux qui contestent l'accord de libre-échange ont recours aux mêmes techniques mensongères que l'Allemagne nazie, comment se fait-il que le premier ministre et son gouvernement tolèrent pareilles observations? Le vice-premier ministre ne croit-il pas que cela va encourager d'autres porte-parole du gouvernement actuel à continuer d'employer un langage injurieux que tous les Canadiens réprouvent?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, la réponse est non. Je m'étonne que le député soulève cette affaire qui a fait l'objet à la Chambre d'une question de privilège qui n'est pas encore réglée à l'heure actuelle.

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, je tiens simplement à dire au vice-premier ministre que ce n'est pas moi qui ai soulevé la question. C'est un porte-parole du bureau du premier ministre qui, au non de ce dernier, a publié une déclaration selon laquelle aucune rétractation ne serait faite. Nous sommes d'avis que cette question intéresse la Chambre, qui mérite d'être traitée avec dignité et respect. L'ambassadeur Reisman ne s'est même pas donné la peine de se présenter devant le comité hier soir pour formuler des excuses ou pour donner l'exemple.

Nous voulons savoir pourquoi le gouvernement actuel fait preuve de mépris à l'égard du Parlement. Pourquoi ferme-t-il les yeux sur ce genre de commentaire? Pourquoi le gouvernement actuel entretient-il le débat à un niveau si primaire sur la question du libre-échange?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, le premier ministre et le gouvernement du Canada ne méprisent pas la Chambre. Il me suffit de rappeler au député que lors de l'instauration de l'entente sur le Pacte de l'automobile, le gouvernement de l'époque, un gouvernement libéral, a jugé bon d'exclure la Chambre des communes...

**Une voix:** Répondez à la question.

**M. Mazankowski:** ... d'exclure tout débat en comité, toute participation provinciale ou toute participation du public.

**M. Axworthy:** Ai-je posé une question sur le Pacte de l'automobile?

**M. Mazankowski:** Je trouve plutôt étrange qu'aujourd'hui...

**M. Guilbault (Saint-Jacques):** Et les Nazis, qu'en faites-vous?

**M. Mazankowski:** ... le député tente de régler une question sur laquelle la présidence doit se prononcer. Toutefois, puisque le député est friand de citations, il sera peut-être intéressé par le commentaire suivant qui a été formulé devant le comité et que je vais citer puisque nous permettons que les délibérations de comités soient débattues à la Chambre...

**M. Gauthier:** Non.

**M. Mazankowski:** ... ce qui est quelque peu inhabituel. Voici ce qu'a dit M. Reisman:

Je tiens à dire que j'estime au plus haut point chacun des députés ici présents et que je suis convaincu qu'ils abordent leurs tâches et leurs responsabilités avec sérieux et lucidité. C'est dans cet esprit que je souhaite répondre à leurs questions et participer à cette réunion.

## L'ÉTUDE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE—LA CRÉATION D'EMPLOIS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, tout ce que je dirais à M. Reisman, c'est qu'on ne manifeste pas de respect envers les députés en les comparant à des nazis.

Je voudrais poser une autre question au vice-premier ministre. Le premier ministre et le ministre du Commerce extérieur ont dit plusieurs fois que l'accord que le gouvernement négocie avec les États-Unis entraînera la création d'environ 350 000 emplois. Ils se basent sur une étude du Conseil économique pour faire cette affirmation. Le ministre des Finances a fait allusion à la même étude il y a quelques minutes à peine.

Compte tenu du fait que hier, devant le comité, M. Ritchie a reconnu explicitement que le modèle du Conseil économique n'était absolument pas applicable à l'accord en question...

**M. Clark (Yellowhead):** Règlement.

**M. Broadbent:** ... le ministre nous dira-t-il où ils sont allés chercher ce chiffre de 350 000? Est-il basé sur des études ou est-ce tout simplement un nouvel exemple de la propagande que fait le gouvernement?

● (1430)

**M. John McDermid (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, j'assistais aux audiences du comité hier soir et le chef du Nouveau parti démocratique n'y était pas. Je crois qu'il cite des propos hors contexte.

Je signale que toutes les meilleures preuves fournies au gouvernement non seulement par le Conseil économique du Canada mais aussi par l'Institut C.D. Howe, par la commission royale présidée par Donald Macdonald, par l'Institut Fraser et par toutes les études légitimes effectuées sur le libre-échange, montrent que le nombre net d'emplois augmentera dans ce pays. Cela ne fait aucun doute.